Les investissements dans la lutte contre le changement climatique progressent fortement au niveau mondial. L'incertitude règlementaire calme toutefois l'ardeur des investisseurs internationaux qui se précipitaient en Europe jusqu'à maintenant.

L'Europe attire énormément d'investisseurs internationaux, notamment pour le solaire et l'éolien. Cependant, une politique plus progressiste est nécessaire en vue de renforcer le mouvement, selon un réseau d'investisseurs tournés vers le développement durable.

Selon un registre volontaire de fonds d'investissement internationaux dans le développement durable, l'Europe est de loin la région la plus attrayante. En effet, plus de 90 projets mobilisant des capitaux d'institutions financières européennes, américaines, ou encore australiennes sont menés sur le Vieux Continent. L'Australie représente plus de 40 projets, alors que les « marchés développés » et les États-Unis représentent environ 30 projets chacun.

Des membres issus de différents réseaux tels Asia Investor Group on Climate Change et Investor Network on Climate Risk se sont inscrits sur le registre. Dévoilé le 18 septembre, ce registre est maintenant ouvert aux fonds d'investissement n'appartenant pas à ces réseaux d'investisseurs.

En Europe, le nombre d'inscrits dans le registre concerne en premier lieu l'éolien (27 inscrits) et le solaire (15 inscrits). Les fonds publics (10 inscrits) et privés (10 inscrits), qui investissent principalement dans les technologies à faible émission de CO_2, sont également bien représentés.

L'efficacité énergétique, la transmission et la distribution d'énergie ainsi que les processus de production industriels comptent respectivement sept inscrits. La construction verte, les obligations vertes, les hydroénergies, les bioénergies, le secteur forestier et les marchés du carbone sont moins bien représentés dans le registre.

La majorité des projets en Europe reçoivent moins de 10 millions de dollars (7 millions d'euros) de la part des membres du réseau, dont font partie les fonds de pension américains et européens, comme PensionDanmark ou le California State Teachers' Retirement System. Les

fonds d'investissement religieux et de charité, tels que le fonds d'investissement de l'Église de Suède, et de l'Église d'Angleterre, représentent également des investisseurs clés.

Un second rapport publié en même temps que le registre donne des exemples concrets de contributions cruciales de la communauté d'investisseurs institutionnels dédiée au développement de l'économie à faible émission de carbone.

Ainsi, PensionDanmark attribue 3 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros) aux projets d'infrastructures à faible émission de carbone et infrastructures de réseau, ce qui représente 9 % des actifs consacrés. Le groupe ING a pour sa part accru ses engagements en faveur d'énergies renouvelables dans son portefeuille de prêts de 6 % en 2006 à 39 % en 2013.

Stephanie Pfeifer, directrice générale de Investors Group on Climate considère cependant qu'il est trop tôt pour dire que les projets européens sont les plus attrayants pour la communauté d'investissement. « Nous n'en sommes qu'au début de la mise en place du registre », explique-t-elle.

« L'Europe a été une destination attrayante pour les investissements verts et le nombre d'inscrits reflète cette tendance », indique-t-elle. « Actuellement, l'Europe n'est plus attrayante en raison de l'incertitude politique qui règne et du faible prix du carbone », poursuit-elle.

Une politique plus progressiste

suite

Consultez la source sur Veille info tourisme: Star des investissements verts lEurope pourrait se voir déclasser